

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/BGR/3
12 février 2002

(02-0684)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

BULGARIE

La Mission permanente de la Bulgarie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 février 2002.

Conformément à l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation suggéré des notifications au titre de cet article (document G/SG/N/6), la République de Bulgarie notifie l'ouverture, par son autorité compétente, de l'enquête ci-après:

1. Date d'ouverture de l'enquête

À la suite d'une proposition de la Commission interinstitutions des mesures de sauvegarde applicables à l'importation de produits en République de Bulgarie, le Ministre de l'économie de la République de Bulgarie a pris l'Ordonnance n° RD-16-17, datée du 16 janvier 2001, portant ouverture de l'enquête.

L'avis correspondant a été publié au Journal officiel n° 10 du 29 janvier 2002 conformément à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article 4 du Règlement n° 300 du Conseil des ministres du 16 décembre 1996 (notifié à l'OMC dans le document G/SG/N/1/BGR/1).

2. Produits faisant l'objet de l'enquête

<u>Position tarifaire</u>	<u>Désignation</u>
3102 30 900	Nitrate d'ammonium

3. Raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

L'enquête a été ouverte d'office par l'autorité compétente conformément aux paragraphes 1 et 6 de l'article 4 du Règlement n° 300/1996 du Conseil des ministres.

L'autorité compétente a déterminé qu'il y avait des données suffisantes et des éléments de preuve pertinents concernant un accroissement brutal et substantiel des importations de nitrate d'ammonium. En 2001, le volume des importations en termes absolus a augmenté considérablement par rapport aux importations enregistrées pendant les deux années précédentes, et l'utilisation de la capacité de la branche de production nationale a diminué.

./.

4. Renseignements complémentaires

Le délai prévu pour demander à participer à l'enquête et présenter des exposés écrits et des renseignements devant être pris en compte lors de l'enquête est de 30 jours à compter de la publication de l'avis au Journal officiel.

Les parties intéressées sont invitées à présenter des éléments de preuve dans un délai de 45 jours à compter de la date de publication de l'avis au Journal officiel.

Tout renseignement complémentaire concernant l'enquête peut être communiqué ou demandé à l'autorité compétente à l'adresse suivante:

**Inter-Agency Commission on Safeguard Measures on
Imports of Products in the Republic of Bulgaria**
Economic Analysis and Domestic Market Directorate
(Commission interinstitutions des mesures de sauvegarde applicables à l'importation
de produits en République de Bulgarie
Direction de l'analyse économique et du marché intérieur)
Ministry of Economy (Ministère de l'économie)
12, Alexander Battenberg Street
1000 Sofia
Bulgarie

Tél: + 359 2 988 3605; 987 7797

Téléfax: + 359 2 987 2190

Adresse électronique: eadm@mi.government.bg
